

## 2 Politique

## Fin du Sommet de la La Valette

## Les dirigeants africains rencontrent Hollande

L-J N

Libreville/Gabon

Après Paris, et à la faveur d'un petit-déjeuner de travail auquel ont pris part, mercredi, plusieurs autres hautes personnalités européennes dont la Chancelière Angela Merkel, il a été question pour le président Ali Bongo Ondimba, ses homologues du continent et leur hôte, d'évoquer la tenue prochaine dans la capitale française de la 21e Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

LES chefs d'Etat africains et européens présents au Sommet de la Valette sur la migration ont quitté cet archipel méditerranéen, jeudi dernier, au terme d'importantes discussions sur des solutions destinées à mettre fin au drame des migrants qui secoue ces deux continents. Cette rencontre a été marquée par un engagement commun face à ce fléau. Occasion pour le Gabon, pays de transit et de destination pour de nombreux migrants, d'exprimer sa position par rapport à ce phénomène.



Photo : Prince

Bref échange entre le président français François Hollande et ses homologues africains, au sortir du petit-déjeuner de travail.

Pour autant, en marge de ces assises, le président Ali Bongo Ondimba, a participé, à l'invitation du président français, François Hollande, à un petit-déjeuner de travail sur la tenue prochaine de la 21e Conférence des parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Les deux hommes ont une ambition commune : aboutir à un accord international sur le climat au terme de cette conférence. Cette vision a été réaffirmée, mercredi, à Paris au cours d'une conférence de presse conjointe à la suite d'une séance de tra-

vail sur la question ; laquelle a vu la participation de plusieurs autres chefs d'Etat africains.

A La Valette, outre les présidents Ali Bongo Ondimba et François Hollande, ont participé à ce petit-déjeuner leurs homologues Idriss Déby Itno (Tchad), Thomas Boni Yayi (Bénin), Alpha Condé (Guinée), Mahamadou Issoufou (Niger), Alasane Dramane Ouattara (Côte d'Ivoire), Jorge Carlos Fonseca (Cap Vert), Macky Sall (Sénégal), John Dramani Mahama (Ghana), Ibrahim Boubacar Kéita (Mali), le Premier Ministre algérien Abdelmalek Sellal et la pré-

sidente de l'Union africaine Nkosazana Dlamini-Zuma. D'autres personnalités étaient également présentes. A savoir : Angela Merkel, la chancelière allemande, Michaëlle Jean, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Ségolène Royal, ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Annick Girardin, secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, auprès du ministre des Affaires

étrangères et du Développement international ; ainsi que Jean-Louis Borloo, président de la Fondation Énergies pour l'Afrique et Philippe Douste-Blazy, conseiller spécial du Secrétaire général des Nations unies, chargé des Sources novatrices de Financement du développement. Au cours de ce large échange, il a été question d'évoquer la tenue prochaine dans la capitale française de la 21e Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Rappelons qu'au Sommet de

La Valette, les dirigeants africains et européens ont examiné les différentes axes de la question des flux migratoires. Cela dans le but de trouver les voies et moyens de faire face à ce défi nouveau qui se pose à l'Europe, notamment. Ce rendez-vous s'est clôturé par l'adoption par tous les participants de la Déclaration de Malte et de son Plan d'action. Aussi, 1,8 milliard d'euros sont affectés à la création d'un Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration illégale en Afrique.



Photo : Prince

Une phase de cette importante rencontre, mercredi, à La Valette.

## Sénat/Clôture du séminaire sur les TIC et la transparence parlementaire

## Les sénateurs désormais outillés

M.A.M

Libreville/Gabon

Pendant deux jours, les sénateurs et experts de l'association parlementaire francophone ont planché sur les stratégies de communication institutionnelle et individuelle. Non sans manifester leur volonté de se rapprocher davantage de leurs électeurs, ils ont, toutefois, exprimé le besoin de sécuriser certaines données sur les réseaux sociaux.

"L'INSTITUTION parlementaire doit promouvoir son action souvent méconnue du grand public". Dans son discours circonstanciel, le président du Sénat, Lucie Milebou Aubusson, a exprimé la nécessité pour les parlementaires de s'approprier les technologies de l'information et de la communication. C'était à la faveur du séminaire organisé à l'intention des sénateurs et qui avait pour thème : "Communication parlementaire, technologies de l'information et réseaux sociaux".

En présence de nombreux de ses collègues et des représentants de l'Association parlementaire francophone (APF), le chef de l'institution a indiqué le contexte qui prévaut en matière de réseaux sociaux. Pour elle, "l'examen du thème reflète une des principales préoccupations du monde francophone, il s'agit de la désaffection du citoyen face à la chose publique. (...).



Photo : Yeyet-Philippe

Les représentants de l'APF apporte leur appui au Gabon en matière de communication institutionnelle.



Photo : Yeyet-Philippe

Les sénateurs éduqués sur la nécessité de se connecter aux réseaux sociaux.



Photo : Yeyet-Philippe

Photo de famille pour immortaliser l'instant.

Les modes traditionnels de communication ne suffisent plus à rejoindre certaines clientèles notamment les jeunes, reconnus comme étant les plus fervents utilisateurs des réseaux sociaux". De ce fait, les réflexions menées pendant deux jours arrivent à point nommé, à en croire

Milebou Aubusson qui a pensé que "en ce qui concerne la présence des institutions parlementaires sur les réseaux sociaux, l'on remarque que près de la moitié des assemblées législatives de l'espace francophone sont absentes (...)". Et d'ajouter que : "Le web présente donc une occa-

sion de renforcer l'exercice de la démocratie en rapprochant les citoyens élus".

Par ailleurs, au terme des travaux, les participants ont évoqué plusieurs difficultés inhérentes à l'arrimage aux technologies de l'information et de la communication. Ils ont cité, entre autres, la non

maîtrise des outils du web par certains, l'inaccessibilité des réseaux sociaux des électeurs dans l'arrière-pays, la protection des données à caractère personnel, etc.

Face à ces blocages, Vannina Correa de Sampaio, administrateur à l'Assemblée nationale française, par ailleurs

panéliste principale, a décliné quelques pistes. Selon elle, une meilleure lisibilité de l'action du Parlement (communication institutionnelle) et du parlementaire via les réseaux sociaux, nécessite une stratégie bien élaborée. S'agissant de la proximité entre l'élu et le citoyen non connecté, le recours aux méthodes traditionnelles (radios locales, sms, porte-à-porte) a été suggéré. Toute chose qui permettra au parlementaire et à l'électeur de garder un contact permanent.

En clair, "il convient donc de s'approprier de manière progressive les technologies de l'information et de la communication car, une grande frange de la population utilise actuellement les réseaux sociaux. La question de la modicité des moyens des Assemblées du Sud a été évoquée, il suffit donc malgré la modicité de ces moyens d'en tirer le meilleur profit", a conclu le président du Sénat.